L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F | L'Humanité Rouge B.P. 365 75.064 ; PARIS CEDEX 02 | JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG | 4e ANNEE JEUDI 23 MARS 1972 N° 140

Usant d'une vieille arme bourgeoise

POMPIDOU RECOURT A L'ELECTORALISME

En annonçant un référendum dans un mois, Pompidou, le plus haut représentant des monopoles capitalistes, montre d'une éclatante manière l'usage que la classe dominante fait des élections.

Car sur quoi le pouvoir réactionnaire appelle-t-il les masses laborieuses aux urnes, sur la hausse des prix, sur les impôts, sur le chômage, sur la liquidation des libertés démocratiques ? ou sur une autre question qui tient au cœur des travailleurs ? Non, le peuple est appelé à se prononcer sur une question à cent lieues de ses préoccupations immédiates : l'élargissement du Marché commun.

Est-ce que cela est à même d'améliorer notre sort ? Est-ce que depuis la création du Marché commun les ouvriers et les autres travailleurs de notre pays sont moins exploités et vivent mieux ? Non et au contraire, la destruction de certaines barrières, la constitution d'un bloc économique européen ont accentué la concurrence capitaliste et donc l'exploitation de la classe ouvrière. C'est là, pour notre peuple, l'aspect principal. Et cela, quoique sur le plan international le renforcement d'un nouveau centre de gravité capitaliste dominant 250 millions d'habitants, joue un rôle positif en entravant la co-hégémonie mondiale des U.S.A. et de l'U.R.S.S., en attisant les rivalités inter-impérialistes.

Dans ce contexte, l'entrée de la Grande-Bretagne et de trois autres pays dans le Marché commun, les contradictions avec l'impérialisme américain qui en découlent sont une excellente chose sur le plan international.

Mais pour les travailleurs de France, là n'est pas le problème. Si le peuple est appelé aux urnes le 23 avril, ce n'est nullement pour « ratifier » la politique européenne de « *nos* » capitalistes. C'est, selon une tactique bourgeoise éprouvée, une tentative pour détourner sa colère anti-capitaliste. Peu importe au pouvoir le résultat du vote, il a déjà tranché et réglé la question.

A l'heure actuelle, la lutte de la classe ouvrière et des masses populaires est en train d'acquérir une force nouvelle. Les occupations d'usines, les luttes dures « *classe contre classe* » se multiplient.

En face de cela, la bourgeoisie affolée envoie partout ses C.R.S. pour briser les grèves, à Penarroya, Girosteel, Dunkerque, etc. Elle est allée jusqu'à assassiner un ouvrier révolutionnaire déjà licencié de l'usine Renault. Le capital monopoleur prépare son Etat à une dictature terroriste ouverte. Mais la fascisation en cours suscite une indignation immense au sein des masses. Le jour des obsèques de Pierre Overney, plusieurs centaines de milliers de travailleurs et de jeunes, étudiants et lycéens, ont manifesté à Paris et dans toute la France.

Pour se refaire une virginité « *libérale* », le gouvernement Pompidou, placé à la tête de l'Etat du capital monopoleur, recourt de nouveau à l'utilisation malhonnête du suffrage universel. Et dans le même temps Marcellin demande... la prolongation du délai « *légal* » (!) de garde à vue !

Tous les travailleurs ont encore en tête les élections de 1968, chargées d'enterrer le formidable mouvement de masse révolutionnaire de 10 millions de grévistes. Le référendum d'aujourd'hui est identique dans sa nature, car il est fait pour enrayer la montée du mouvement révolutionnaire de masse.

Mais il est certain que les travailleurs, écœurés par la farce que représente l'appel aux urnes en système capitaliste, donneront une ampleur nouvelle au courant anti-électoraliste.

C'est ainsi que de jour en jour, d'élection bourgeoise en élection bourgeoise, les partisans de l'électoralisme, les adorateurs du suffrage universel en système capitaliste, les révisionnistes modernes se trouvent plus démasqués avec leur passage pacifique, leur socialisme par les urnes. Aussi l'idée se développe avec force dans notre peuple que la classe ouvrière et les autres travailleurs n'arracheront leur émancipation qu'en renversant le pouvoir politique de la bourgeoisie par la révolution prolétarienne.

A BAS L'ELECTORALISME, ARME DE LA BOURGEOISIE !

INTENSIFIONS LE COMBAT, CLASSE CONTRE CLASSE !

Girosteel : 7me semaine de grève

La grève des ouvriers de l'usine de laminage à froid Girosteel commencée le 8 février se poursuit. Malgré les provocations patronales, malgré l'intervention de la police, les travailleurs sont plus résolus que jamais à poursuivre la lutte pour leurs justes revendications : augmentation de 1 F de l'heure pour tous, treizième mois, plus de discrimination raciale dans les salaires, libertés syndicales et suppression des sanctions contre les délégués pour faits de grève.

Jeudi 16 mars, devant la gare du Bourget, un meeting a réuni les travailleurs en grève (principalement des immigrés) ainsi que des militants révolutionnaires venus les soutenir. Le meeting a commencé aux cris de : « Solidarité Girosteel ! », « Français, immigrés, même patron, même combat ! », « Non aux licenciements ! »

(Suite page 3)

La bataille de "l'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Un camarade ouvrier	4
Un éducateur marxiste-léniniste	20
B.A.V. - Soutien mensuel	10
S. Permanente Mars - Roger	60
Renforçons notre presse	6,10
Un militant	150
Un jeune travailleur	5
Oléfine - H.R. vaincra	5
Un cheminot - Défense de H.R.	20
Une employée - H.R. vaincra	4
Un employé E.D.F.	4
Pour la juste ligne de H.R.	100
Des lecteurs	1,50
Mme Veuve S - Pour le juste combat d'H.R.	50
Souscription militante pour que vive H.R.	2 000
Des lecteurs	3.10
NVT (mars) H.R. vaincra	265
Un vieil ouvrier	5
Des cheminots marxistes-léninistes	105
Un cheminot - H.R. vaincra	1
Cercle Memet Shéhu	39
V.M. - Soutien de mars	17
Un fonctionnaire	5
Un lecteur (mars)	50
A.J. - Pour soutenir le juste combat de H.R.	50
Soutien à H.R. - Un abonné enseignant	20
Un sympathisant - H.R. vaincra	20
Une étudiante	2,30
Des disciples de F. Marty	20
Aéro	10
Un travailleur R.A.T.P.	5
Léon	3
Un étudiant	3
Soutien permanent à H.R. (mars - R.L.)	25
Cercle Staline - Soutien permanent à H.R.	45
Un abonné normand - Soutien à H.R. vaincra	10
Une étudiante	1
Vive le président Mao - P.E. (2e versement)	170
Admirateurs d'Engels	3,50
A.J. - H.R. vaincra	76
Un ouvrier et un artisan - Vive les 16 pages	350
Total de la semaine	**3 743,50**
Total précédent	**173 066,98**
Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de l'Humanité Rouge	**176 810,48**

L'HUMANITE ROUGE A 1,50 F

Le pouvoir fait tout son possible pour museler la presse révolutionnaire. Les procès connaissent aujourd'hui la relève des augmentations officielles des tarifs entrant en jeu pour la confection d'un journal. Les taux d'affranchissement doublent dans certains cas : exemple, l'expédition sous simple bande d'un exemplaire de « l'Humanité Rouge » est passé de 7 centimes à 15 centimes. Le prix du papier a également augmenté, l'électricité de même, et de cette façon tout concourt à une élévation des prix de revient chez l'imprimeur.

Bien contre notre volonté, nous sommes obligés d'annoncer à nos fidèles lecteurs que « l'Humanité Rouge » sera vendue 1,50 F à partir du prochain numéro, n° 141 en date du 30 mars 1972. Nous limitons au maximum possible les conséquences des diverses hausses intervenues, et restons encore nettement au-dessous des tarifs pratiqués par nombre d'hebdomadaires, qui vont de 2 et 2,50 à 3 francs. Nous avons la volonté de demeurer à la disposition des travailleurs les plus pauvres.

Les tarifs de nos abonnements seront reconsidérés en fonction de ce changement du prix de base au numéro, les nouveaux tarifs entreront en vigueur à partir du 1er avril prochain.

LES BONS DE SOUTIEN

Nous avons déjà annoncé que nous tenons à la disposition de tous les CDHR et diffuseurs de notre hebdomadaire des bons de soutien portant le titre « L'Humanité Rouge vaincra ! ».

Ces bons ont déjà permis un soutien financier important à notre journal. Certains amis les utilisent pour effectuer des versements périodiques réguliers, ce qui est très appréciés pour notre trésorerie. D'autres militants les proposent à nos lecteurs au porte à porte et enregistrent toujours de bons résultats. Ils peuvent être aussi utilisés auprès des camarades de travail dans un même atelier, dans une même entreprise. Cependant, certains CDHR et diffuseurs ont encore ou bien sous-estimé l'efficacité de cette forme de souscription ou bien n'en ont pas eu connaissance. Nous les appelons à nous demander rapidement des carnets de « bons de soutien » (gratuit).

La bataille financière de « l'Humanité Rouge » est avant tout une bataille politique. Avec le soutien de masses de ses lecteurs, amis et camarades, « l'Humanité Rouge » vaincra !

Mise en garde

Nous mettons en garde nos camarades, sympathisants et amis de la région parisienne contre les agissements d'une poignée de provocateurs manipulés par les dirigeants révisionnistes s'intitulant « **Cercle Dimitrov** » et dont l'activité unique consiste à attaquer par voie de tracts ainsi que physiquement les diffuseurs de « **l'Humanité Rouge** » ainsi que d'autres organisations.

Dans la seule journée du vendredi 17 mars les mêmes individus ont :

1° Le matin, diffusé des tracts contre « l'Humanité Rouge » et agressé des diffuseurs à Ivry.

2° A midi, provoqué des ouvriers devant l'usine Rhône-Poulenc, amenant dans leur sillage deux cars de flics.

3° Dans l'après-midi, tenté de saboter un meeting des « **Amitiés-Franco-Chinoises** ».

Dans les trois cas les provocations ont été repoussées comme il convient.

Nous appellons nos camarades à être vigilants devant les activités de cette bande de provocateurs dont le but est d'attirer la répression sur les marxistes-léninistes et de favoriser les calomnies anti-communistes des dirigeants révisionnistes.

MARSEILLE : *meeting* CLASSE CONTRE CLASSE

DIMANCHE 26 MARS A 9 H 30

Cinéma « Le Colibri »

RUE DES DOMINICAINES

NICE : MOBILISATION ANTI-FASCISTE

Une fois de plus, la preuve a été faite, à Nice, que « le fascisme ne passera pas ! » En effet, vendredi, les nazillons d'Ordre Nouveau organisaient un meeting européen (avec la kollaboration du M.S.I., du N.P.D., des Phalanges grecque et espagnole : en tout, 300 Trumeaux !) à 9 h au cinéma « Le Central ». Après avoir subi un échec à Paris, les chemises brunes veulent faire de Nice une plaque tournante nazie en Europe. Les anti-fascistes étaient sur le pied de guerre : dès le début de la semaine, après la manifestation de lundi contre le meurtre de Pierrot Overney (800 personnes), les murs de Nice, Golfe-Juan, Cannes avaient été couverts d'affiches appelant à un contre-meeting (« Cause du Peuple », P.S.U...). Un premier meeting anti-fasciste avait eu lieu jeudi soir, pour fixer les préparatifs de la manif. Finalement, hier soir, 1 500 militants anti-fascistes se sont massés place Saint-François, pour aller interdire le meeting de la place du Pin, en prenant le boulevard Gambetta. Le scénario classique du Palais des Sports s'est renouvelé : les 300 nazillons se seraient fait massacrer, si 2 000 à 3 000 CRS n'avaient pas pris leur défense, en encerclant le cinéma, et en quadrillant les rues du Vieux-Nice.

De nombreux mots d'ordre furent lancés : « Dachau, Auschœitz, plus jamais ça ! » ; « Contre le fascisme, le peuple dans la rue ! » ; « Flics, fascistes, assassins ! ». Les gens aux fenêtres applaudissaient.

Plusieurs cocktails Molotov ont pêté sans grand résultat, et une dizaine de flics et de fascistes se sont fait écharper (au nombre des blessés, un motard qui, après avoir foncé dans le tas avec sa moto, s'est fait « descendre » de son engin par des camarades). Côté manifestants, le bilan est lourd, nombreux blessés, 40 à 50 arrestations-tabassages. Les rescapés ont été aidés par les Services d'Ordre restés là par mesure de sécurité.

Finalement, tard dans la nuit, les fascistes qui étaient dans la salle sont sortis comme des grands, les flics ayant fait place nette. Il s'agit là à la fois d'un succès et d'un échec pour les forces révolutionnaires :

— Succès, en ce que 1 500 anti-fascistes ont été rassemblés, et que les habitants du quartier ont pris parti pour les manifestants.

Echec, en ce que le meeting fasciste s'est quand même tenu.

Les pontes révisos et syndicaux, eux, pendant ce temps-là, organisaient une mini-manifestation silencieuse de 200 personnes (...), vers la mairie de Nice, pour discuter le coup avec le maire réactionnaire.

Quant à la collusion flics-fascistes, les anti-fascistes n'avaient plus besoin de cette nouvelle preuve pour s'en apercevoir.

Halte à la fascisation !

Brisons le fascisme dans l'œuf !

Unité des anti-fascistes dans l'action !

Correspondant H.R.

FIASCO REVISIONNISTE A RENAULT

Comme on le sait, après l'assassinat de l'ouvrier Pierre Overney, les dirigeants révisionnistes de Renault ont tout fait pour saboter la risposte ouvrière, appelant et donnant leur bénédiction à la répression contre les ouvriers révolutionnaires. Et ces messieurs prétendaient parler au nom des trente quatre mille travailleurs de l'usine.

Après l'enlèvement du cadre répressif Nogrette, les cadres de la CGC organisèrent un meeting qui fut comme on dit un « bide ».

Messieurs les dirigeants sociaux-fascistes emboîtèrent le pas et appelèrent les ouvriers à un meeting contre les « provocateurs gauchistes » le 16 mars.

Au jour dit ces messieurs se retrouvèrent légèrement seuls. Sylvain, dirigeant de la CGT, n'eut devant lui qu'un auditoire de trois cents à cinq cents personnes pour l'entendre pourfendre les « gauchistes ». Quand on sait qu'il y a chez Renault une centaine de permanents révisionnistes, faites le compte ! La solitude, messieurs, c'est là le sort des traîtres, sort peu enviable et pourtant inévitable.

AFFICHEZ H. R.

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsétoung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris .....F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs) .....

.....

Date : .....

Pseudonyme .....

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	10 F	20 F	40 F
	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
Etranger :	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SIXIÈME SEMAINE DE GRÈVE

SOLIDARITÉ AVEC LES OUVRIERS DE GIROSTEEL!

Un travailleur, ayant rappelé les revendications des ouvriers, a fait le point de la situation.

— Là comme ailleurs, le patron capitaliste montre son visage de buveur de sang : malgré la pression des travailleurs, il refuse de toucher à ses profits pour améliorer la vie misérable des ouvriers, il réprime les grévistes en licenciant les plus combatifs et en appelant les flics.

— Là comme ailleurs, les responsables départementaux de la C.G.T. ont montré leur hideux visage de traîtres à la classe ouvrière : loin de populariser la grève, ils ont refusé d'organiser le soutien financier parmi les travailleurs de la région, ils ont tenté de discréditer cette lutte en la traitant d'aventuriste. Mais ainsi, ils se sont un peu plus démasqués aux yeux des travailleurs, en montrant qu'ils n'étaient plus les défenseurs de la classe ouvrière.

— Mais là comme ailleurs, les travailleurs montrent leur résolution à continuer le combat classe contre classe. Ils savent que les patrons ne cèdent qu'à la force des travailleurs, et renforcent leur unité pour vaincre. Ils appellent tous les ouvriers, quelle que soit leur appartenance syndicale, à les soutenir financièrement, ils appellent à la solidarité de classe.

Les diffuseurs de « l'Humanité Rouge » de Noisy, répondant au juste appel des grévistes, ont organisé une quête à Vallourec. Les travailleurs immigrés et travailleurs français de Vallourec ont répondu à notre appel à la solidarité de classe malgré la présence de certains délégués C.G.T. qui agressent nos militants et les calomnient sans cesse et qui menacent de dénoncer à la direction de Vallourec les ouvriers qui serrent la main de nos diffuseurs ou qui prennent leurs tracts.

A BAS LA DICTATURE DU CAPITAL !

PAR LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE, NOUS VAINCRONS !

VIVE LE SOCIALISME !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Hors de chez Paris flics et jaunes !

Depuis le 14 mars, les gars de chez Paris ont été expulsés par les C.R.S. Les jaunes rentrent chaque jour dans l'usine sous la protection des flics, pour empêcher le piquet de grève d'intervenir. Quel travail se fait dans la boîte ? Rien, les jaunes représentent les cadres, les petits chefs et des mensuels. La preuve est faite que ce sont les ouvriers, et eux seuls, qui sont capables de faire la production.

QUE VEULENT LES OUVRIERS DE PARIS S.A. ?

Une augmentation de salaire, en partie uniforme, du manœuvre à l'ingénieur.

Le patron se livre à des pressions sur les familles des travailleurs, par des lettres ; les flics commencent à intervenir sur les marchés pour empêcher les collectes, et au piquet de grève pour protéger les jaunes.

CE QUI A ETE FAIT POUR LES SOUTENIR

Les paysans *ont organisé le ravitaillement comme pour Batignolles et Ugéco, ils ont expliqué aux ouvriers qu'ils ne le faisaient pas pour écouler des produits invendus, mais pour soutenir le mouvement des ouvriers. Les ouvriers de Paris ont été soutenir à leur tour le mouvement paysan pour la revendication sur le lait.*

Les ouvriers de Paris eux-mêmes *ont formé un comité de soutien, qui comprend des ouvriers de différentes usines de Nantes, des étudiants, des lycéens, etc. Ce comité popularise la lutte par des tracts, fait des collectes, etc.*

Depuis mardi, les ouvriers de Nantes attendent une manifestation, les unions locales ne peuvent ou ne veulent pas se mettre d'accord. La direction de la C.G.T. semble plus pressée d'organiser des manifestations anti-gauchistes que de soutenir ceux de chez Paris...

LES TRAVAILLEURS DE PARIS S.A. ET, AVEC EUX, TOUS LES TRAVAILLEURS, SE BATTENT POUR LE PRINCIPE DE L'AUGMENTATION DE SALAIRE NON HIERARCHISEE, CONTRE LES CADRES BRISEURS DE GREVE ET CONTRE LES FLICS A L'USINE.

Comité de Lutte ouvrier des Batignolles.

BISCUITERIE SAINT-MICHEL :

Ce n'est qu'un début...

Pour la première fois depuis l'ouverture de l'usine au début du siècle, les ouvrières de la biscuiterie Saint Michel, à Saint-Michel-Chef-Chef (à 50 km de Nantes), se sont mises en grève, mardi 7 mars.

Une femme, Chantal X., ouvrière depuis six ans, avait eu une crise de nerfs provoquée par la fatigue et la surveillance constante des contremaîtres. La contremaîtresse l'ayant priée « d'aller se calmer dans le réfectoire », Chantal devait y aller. Cette absence sur ordre fut ensuite utilisée comme « absence non justifiée », et Chantal était licenciée sans indemnité, ni préavis.

Aussitôt, plus d'une centaine d'ouvrières se mettaient en grève contre ce licenciement abusif. Elles organisèrent des collectes dans le bourg où les gens connaissaient les conditions de travail dans l'usine :

— mépris des chefs et des contremaîtres, injures continuelles ;

— doigts brûlés à la sortie des fours ; interdiction de se faire mettre des pansements à l'infirmerie ;

— aucune liberté dans le travail ; obligation de faire le ménage des ateliers après 18 h sans être payées.

Vendredi 10 mars, au soir, les ouvrières, refusant de procéder à un vote à bulletin secret, décidèrent de venir lundi 13 mars, dès 6 h, pour installer un piquet de grève. Le lundi, au piquet de grève, arrivent des délégués C.F.D.T. de la région, qui leur déclarent en substance : « Vous avez obtenu une grande victoire ; Chantal a encore trois semaines de mise à pied ; la C.F.D.T. paiera pendant ce temps ; vous allez rentrer la tête haute... La C.F.D.T. s'est beaucoup occupée de vous, il faut prendre des cartes syndicales et dans quatre à six mois on pourra repartir... »

Les filles étaient très décidées à empêcher l'entrée des « jaunes », (une voiture en travers bloquait la porte), et elles étaient souvent hostiles aux propositions des délégués de la C.F.D.T. De nombreuses ouvrières disaient : « Celui-là, il veut nous amadouer... », « C'est Chantal ou rien du tout ! »...

Finalement, ils réussissaient à briser la cohésion du piquet de grève et le travail devait reprendre. Mais à l'usine la colère demeure vive et on tire les leçons de la lutte, pour l'avenir.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

ACIERIE DE LA SOLLAC (Florange)

Les 150 pontonniers de l'Aciérie de la Sollac (qui emploie 600 ouvriers) ont arrêté le travail le 10 mars pour réclamer la mensualisation complète pour tous les pontonniers et une augmentation de 150 F pour tous.

Mardi 14 la production des Aciéries était bloquée du fait de la grève des pontonniers. Ceux-ci ont distribué un tract à tous les travailleurs. Il y est dit notamment : « La revendication des pontonniers est juste et normale : Il n'est pas normal que certains soient totalement mensualisés et d'autres non. Leur lutte est exemplaire : Ils la mènent tous ensemble d'un commun accord, ceux qui sont déjà mensualisés étant solidaires des autres. Tous les ouvriers des aciéries subissent eux aussi des injustices en particulier en ce qui concerne la mensualisation ; la victoire des pontonniers sera une première victoire dans cette lutte, c'est pourquoi on doit tous la soutenir. La force des pontonniers c'est leur solidarité entre eux et aussi la solidarité des autres ouvriers

Unité à la base et dans l'action !

LE JOINT FRANÇAIS (Saint-Brieuc)

Depuis le 13 mars les 1 000 ouvriers sont en grève et occupaient les locaux de l'usine (groupe CGE, Compagnie Générale d'Electricité). Sur l'entrée principale dont les portes étaient cadenassées et gardées par un piquet de grève, on pouvait lire sur une banderolle « CGE exploiteur, la classe ouvrière viendra à bout de toi ! » Les ouvriers exigent une augmentation de 70 centimes de l'heure pour tous les travailleurs de l'entreprise.

Une vingtaine d'agents de maîtrise venus réclamer l'entrée au nom de « la liberté du travail » ont dû rebrousser chemin tandis que le patron de choc de la région devait escalader les grilles pour se rendre à son bureau.

Requis par la justice des patrons les flics ont fait évacuer l'usine. La grève continue, les piquets de grève se sont reformés devant l'usine.

PAPETERIES ZIG-ZAG

Huitième semaine de grève pour les 35 ouvriers de la chaîne M6 qui refusent la décision de la direction qui prétend désormais les faire travailler en service continu, y compris le dimanche. Depuis 50 jours les piquets de grève se relaient autour de la machine.

La majorité du personnel s'associe au conflit par des arrêts de travail hebdomadaires. Les dirigeants de la section syndicale CGT ont osé signé dès le 29 février, un accord avec la direction acceptant, contre certains avantages, l'introduction du travail en continu.

A bas les cadences infernales !

A bas la collaboration de classe !

CREUSOT-LOIRE A DUNKERQUE

En grève depuis le 1er mars, les sidérurgistes de Creusot-Loire poursuivent leur lutte malgré les provocations de la direction, pour leurs salaires.

Après avoir fait enlever les barricades qui obstruaient les entrées par une entreprise extérieure sous la protection de la police, la direction a tentée de briser la grève. Le vendredi 17 mars elle a eu recourt à quelque centaines de cadres, ceux-ci se trouvent toujours du même côté, du côté du capital, pour assurer la « liberté du travail ». Les grévistes, dont plusieurs femmes sont passés à l'action, contre ces vendus au capital. Ce sont les dirigeants syndicaux (encore eux !) et les forces de répression qui sont intervenus pour protéger les cadres en difficultés. L'opération s'est terminée par un échec pour le buveur de sang.

La grève continue, Creusot-Loire paiera !

MARSEILLE - Chantier Cipant

Un bagne pour les travailleurs immigrés

« L'îlot de verdure »... un bagne pour les travailleurs immigrés !

L'entreprise aixoise Cipant « construit » des cages à poules qui rapporteront gros à ses « promoteurs »...

La « résidence du Parc » ça s'appelle, et la publicité vante le « calme » du coin, situé dans un « îlot de verdure » ! Un vrai paradis en somme !

— Pour nous, travailleurs immigrés qui travaillons dans ce « calme îlot de verdure », il en va tout autrement : *l'exploitation y est féroce.*

— Le chef du chantier est une peau de vache qui s'appelle Antoine; il dirige six ou sept boiseurs européens « au rendement » et bénéficie de primes diverses.

— Nous, manœuvres immigrés, devons les servir. Nous sommes sept et faisons évidemment les travaux les plus pénibles... *mais nous sommes payés 4 F de l'heure !* Nous sommes volés par les patrons de l'entreprise Cipant et leur complice, Antoine ! Volés sur le salaire horaire... volés sur les primes qui nous sont dues ! En effet, nous, les manœuvres immigrés, devrions toucher *la prime de panier* (obligatoire sur tous les chantiers du bâtiment), et la prime de rendement, puisque les boiseurs sont « au rendement ».

— Comme cela ne suffit pas, Antoine, la peau de vache raciste, a trouvé autre chose : Dans la baraque de chantier réservée aux « petits blancs », il a fait installer tables et chaises, pour que les repas soient plus confortablement absorbés, « mais dans la baraque des travailleurs immigrés, rien ! », ils se démerderont avec quelques parpaings, B 12, et vieilles planches !

— Nous, les travailleurs immigrés, en avons assez des discriminations racistes des patrons et de leurs lèche-culs ! C'est pourquoi nous nous sommes adressés aux marxistes-léninistes de l'« Humanité-Rouge » pour qu'ils nous aident à engager la lutte pour les salaires, pour les primes de panier et de rendement, pour des conditions de vie normales sur le chantier.

— Nous voulons des salaires qui nous permettent de vivre décemment. Nous voulons des tables et sièges pour les repas : nous sommes des hommes et non des chiens ! Nous nous ferons respecter !

Les travailleurs immigrés du chantier.

C. E. D. I. S. (Besançon)

La police et la maîtrise tentent de briser la grève

Les employés de la C. E. D. I. S. (société de produits alimentaires) sont en grève depuis le 9 mars. Ils réclament une augmentation de leurs salaires, qui actuellement varient entre 700 et 800 francs par mois. Ils organisent depuis le samedi 11 mars des piquets de grève devant l'entrée d'un magasin à grande surface appartenant à la société « Le Mammouth » (cf. A.P.L. 119). Des piquets de grève bloquent également les entrées des deux entreprises de la société.

Lundi 13 mars, des cadres « musclés » du « Mammouth » se sont placés devant le piquet de grève pour faire entrer les clients. L'un d'entre eux, qui manifestait son soutien aux grévistes, fut violemment frappé par un de ces cadres.

Mardi soir, 14 mars, les grévistes ont décidé, en assemblée générale, de renforcer le piquet de grève.

Mercredi matin, 15 mars, de violents incidents se sont produits entre le piquet de grève et des policiers. Ceux-ci formèrent une véritable haie pour permettre, aux personnes le désirant, de pénétrer dans le magasin. L'après-midi, la maîtrise du magasin mit en place des barrières pour empêcher toute discussion entre les grévistes et les clients du magasin. D'autre part, ils arrachèrent la banderole sur laquelle les grévistes appelaient la population à « se servir dans d'autres magasins ». Enfin, des charges de police eurent lieu contre le piquet de grève de l'entrepôt de la rue des Docks...

La grève continue.

BRIQUETERIE LARTIGUE-DUMAS (Agen) :

C. G. T. ET PATRON LICENCIENT

Depuis près d'un an, les travailleurs les plus combatifs de la briqueterie Lartigue-Dumas ont décidé de s'organiser et de lutter ensemble contre l'exploitation dont ils sont victimes (pas d'eau potable, pas de ventilateurs, pas d'appareils de dépoussiérage : deux heures après avoir quitté l'usine l'ouvrier crache encore de la poussière de brique rouge, pas de douches chaudes, brimades et insultes des chefs, salaires très bas : moins de 1 000 francs par mois pour la plupart) [1].

La démocratie syndicale bafouée

Cette oppression capitaliste devenait particulièrement insupportable, et les travailleurs attendaient toujours que le syndicat assume ses responsabilités, c'est-à-dire qu'il dirige leur lutte.

Mais la C.G.T., seul syndicat représenté pendant longtemps dans cette entreprise, était tombée aux mains de responsables inactifs, qui *ne transmettaient même pas les revendications à la direction*, ne les consultaient plus pour constituer les listes de candidats aux élections du comité d'entreprise ou de délégués du personnel. *La démocratie syndicale était morte.* Ces responsables syndicaux se servaient du syndicat au lieu de le servir. L'an dernier, les délégués au comité d'entreprise avaient demandé que les absences soient sanctionnées par une mise à pied de deux jours : les travailleurs étaient bien défendus !

Devant cette situation, la colère des travailleurs commençait à se manifester : des tracts et des affiches exprimaient leur indignation contre les conditions d'hygiène et de sécurité et dénonçaient la complicité de ces « petits ministres ». Les langues se déliaient, le ton montait, la volonté de lutte également : arrêt de travail de deux heures en août contre l'absence de ventilateurs et la chaleur étouffante, menaces de débrayages.

Les travailleurs s'organisent et passent à l'action

Ecœurés par la direction C.G.T de Lartigue-Dumas, quelques travailleurs fondaient une section C.F.D.T. au moment où se déclenchait une grève pour des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail. Immédiatement dans la lutte, près d'une centaine de travailleurs immigrés et français se regroupaient derrière cette nouvelle section syndicale.

Avec un courage exemplaire, pendant huit jours, les travailleurs faisaient face à toutes les menaces de la direction (arrêt d'un four pendant vingt-quatre heures, faux bruit de lock-out, promesses de licenciements, etc.).

Les jaunes participaient activement à la lutte *mais aux côtés de la direction* : refus de participer à la grève, manœuvres de division, attaques racistes (« Les Algériens, ils s'en foutent, ils n'ont pas comme les Français des femmes et des gosses à nourrir »), arguments démobilisateurs, mensonges, promesses de « cassage de gueule », etc.

Seule la lutte paie

Cette grève, malgré les manœuvres de sabotage, leur permettait d'obtenir en partie satisfaction (augmentation du salaire horaire de 23 centimes, intégration de la prime dans le salaire, bleus de travail pour certains ateliers).

Les grévistes ont mené pendant ces huit jours une véritable lutte CLASSE CONTRE CLASSE, même si certaines erreurs ont été commises par manque d'expérience.

Le travail d'unification et de sensibilisation des travailleurs a été insuffisant, en particulier en direction des éléments honnêtes, peu combatifs de la C.G.T., qui finalement sont retombés en partie sous l'influence de leurs dirigeants traîtres.

De dévoués serviteurs

La direction ayant promis de reprendre les négociations le vendredi 28 janviner, une nouvelle grève classe contre classe était déclenchée ce jour-là

Les bonzes C.G.T., furieux de ne pouvoir négocier dans le calme et surtout de ne plus contrôler les travailleurs, *allaient passer à la contre-offensive,*

NON CONTRE LE PATRONAT, MAIS CONTRE LES TRAVAILLEURS A LA POINTE DE LA LUTTE.

Au cours du C.E. du 30 janvier 1972, les délégués C.G.T. « réclamaient une mesure de *licenciement* qui leur paraissait *la seule issue possible*, afin de permettre une activité normale dans la liberté du travail » (ceci visait le délégué C.F.D.T.).

Jamais dans sa vie, la direction n'avait rencontré d'aussi dévoués serviteurs, aussi elle « s'associait aux conclusions auxquelles les délégués étaient parvenus ».

Un scrutin secret donnait les résultats suivants :

Votants 4
Pour le licenciement 4
Contre le licenciement .. 0

Le maître remercie ses valets

La suite des délibérations est particulièrement instructive au sujet de cette trahison délibérée : les travailleurs remarqueront combien la direction se félicite de cette collaboration de classe et remercie ses valets.

Le résultat de cette trahison ne s'est pas fait attendre : 4 travailleurs ont été licenciés. La classe ouvrière ne l'oubliera pas.

COMITE D'ETABLISSEMENT DU 30 JANVIER 1972 (2)

Les membres du Comité demandent, dans le but de retrouver une vie normale dans l'usine et le respect à la liberté du travail sans pour autant aliéner la liberté des salariés, de leurs délégués et de leurs organisations syndicales, qu'il soit procédé au licenciement de M. ....., qui se révèle être un dangereux agitateur, faisant peser sur le personnel d'origine Nord-Africaine la peur, par de nombreuses menaces.

M. Fraimon (3) remercie les délégués de la sincérité et du sérieux qu'ils ont apporté dans la prise d'une décision aussi grave ; il se dit persuadé que le Président Directeur Général espère vivement qu'il sera prochainement possible de reprendre un dialogue pour le mieux de la Société et de ceux qui y travaillent.

Le dossier sera donc transmis à M. le Directeur Départemental du Travail dès lundi, il indique qu'en attendant une mesure de mise à pied a été prise à l'encontre des deux intéressés.

La séance est levée à 12 heures.

Quelques enseignements

Pour ces responsables C.G.T. :

1° Se mettre en grève et appeler les travailleurs à lutter pour obtenir satisfaction, c'est de l'agitation nuisible aux intérêts des travailleurs.

2° Le principal pour eux, c'est d'assurer la liberté du travail : revendication habituelle des syndicats fascistes.

La C.G.T. condamnerait-elle les piquets de grève qui ont permis aux mineurs anglais de mener une lutte efficace ?

3° Plus le mensonge est gros, plus il doit être efficace : ils font courir le bruit que des militants ouvriers auraient promis de l'argent aux travailleurs pour qu'ils se mettent en grève. D'où le sortiraient-ils avec leurs salaires de 900 francs par mois ?

4° La campagne pour la défense des travailleurs ne les concerne pas : ils ont également demandé le licenciement d'un travailleur algérien présenté comme un dangereux agitateur. La classe ouvrière reconnaîtra là le langage du pouvoir gaulliste dans la bouche de ces faux communistes.

Manœuvres des bonzes

L'Union départementale C.G.T. a, certes, fait semblant de désavouer ses mandants par une lettre à l'inspection du Travail. La manœuvre est trop grossière ; les travailleurs ne s'y laisseront pas prendre, car elle s'est bien gardée d'aller plus loin et en particulier *a refusé de défendre le travailleur immigré*, au moment où soi-disant elle participe à une campagne nationale en leur faveur.

Les travailleurs ne veulent plus de bonnes paroles mais des actes.

TRAVAILLEUR IMMIGRE,
TRAVAILLEUR FRANÇAIS,

— Les patrons n'accordent rien sans l'action unie et résolue des travailleurs.

— Les patrons se servent de jaunes (planqués, retraités de l'armée et de la police) pour créer la division.

— Le syndicat est une arme irremplaçable pour les travailleurs ; qu'il soit C.G.T. ou C.F.D.T., mais les vendus doivent être démasqués.

Poursuivons notre juste combat !

1° Que les éléments avancés de la classe ouvrière s'organisent et s'unissent fermement pour l'entraîner vers de nouvelles victoires.

2° Menons un travail patient d'explication auprès des éléments encore trompés par les directions syndicales, en tenant compte qu'il n'y a avec eux que des contradictions au sein du peuple, et qu'elles sont résolues par la discussion et non par l'insulte et la violence.

3° Isolons l'artistocratie ouvrière (ouvriers les mieux payés, tâches les plus faciles) et les petits chefs en tenant compte des conditions locales.

NON A LA COLLABORATION DE CLASSE !

VIVE LA JUSTE LUTTE DE TOUS LES EXPLOITES !

QUE LE SOCIALISME BALAIE TOUS LES CAPITALISTES ET LEURS VALETS !

Correspondant H.R.

---

(1) Voir l' « Humanité-Rouge », n° 112.

(2) L' « Humanité-Rouge » précise que le 30 janvier 1972 tombait un dimanche, et pour ces laquais du capital, les heures supplémentaires sont bonnes à prendre dans la mesure où cela sert leur maître.

(3) M. Fraimon, secrétaire général du groupe Gilardoni frères et Lartigue et Dumas, représentant le Président directeur général.

DERNIERE MINUTE

La presse réactionnaire a largement ouvert ses colonnes à la C.G.T. Et pour cause : celle-ci a utilisé les mêmes arguments que le patron devant les tribunaux (gauchistes irresponsables). Ces accusations ont été facilement démolies puisque le patron de Lartigue s'est vu condamné à une amende de 100 francs par jour tant que le délégué licencié ne serait pas réintégré (et pour qu'un tribunal civil condamne un patron, il faut qu'il ait vraiment tort !).

LISEZ : « LE PRINTEMPS REVOLUTIONNAIRE DE 68 »
par Jacques Jurquet — Essai d'analyse marxiste-léniniste
Prix : 3 F
Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi

COMMANDEZ
Que signifie classe contre classe ?
(0,50 F)
(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

Ne tolérons pas le nazisme en France !

Le groupuscule néo-nazi « Ordre Nouveau » annonce à grand renfort d'affiches qu'il tiendra un meeting le 22 mars à Paris.

Cette petite bande de nazis n'a heureusement pas pu regrouper 200 personnes à sa dernière manifestation et elle a pourtant les moyens, voyez-vous, de louer une grande salle à Paris (la Mutualité) et d'inonder d'affiches imprimées les murs de toute la région parisienne.

La radio et la presse ne se font pas faute, quant à elles, de lui faire de la publicité gratuite.

Voilà qui montre bien qu' « Ordre Nouveau » n'est qu'un ramassis de crapules largement protégé et financé pour hurler le nazisme en plein Paris !

QUI PROTEGE ? QUI FINANCE ?

L'an dernier, un énorme déploiement de C.R.S. avait protégé un meeting analogue d' « Ordre Nouveau » au Palais des sports... et, du même coup, avait fourni la réponse à notre question :

C'est le pouvoir des banquiers lui-même qui protège, finance, utilise, quand bon lui semble, ce chien hurlant d' « Ordre Nouveau ».

Ne nous étonnons pas ! N'étaient-ce pas les semblables de Pompidou et Cie qui ont, hier, financé et armé Hitler en Allemagne et Mussolini en Italie ? Et aujourd'hui, le mouvement fasciste italien M.S.I. qui tente de terroriser la classe ouvrière en multipliant les assassinats de travailleurs ?

On sait que le banquier Albertini qui fournit les fonds pour le démarrage des C.D.R. est aussi celui qui finance « Ordre Nouveau ».

On sait encore que le truand Le Cavalier, membre notoire du S.A.C., dirigeait les milices d' « Ordre Nouveau » et fut chargé par le ministère de « l'éducation nationale » de mettre en place des milices dans les facultés.

POURQUOI LE POUVOIR FAIT-IL HURLER LES NAZIS AUJOURD'HUI ?

Parce que c'est avec une résolution toujours plus grande que la classe ouvrière et tous les travailleurs mènent la lutte contre lui : **le pouvoir sait bien que la crise du capitalisme s'aggrave et que c'est à la classe ouvrière et à tous les travailleurs qu'il va tenter d'en faire payer les frais** : chômage, cadences infernales, vie chère, impôts écrasants, transports éreintants, logement inabordable... c'est tout cela que le capitalisme en crise nous réserve en pire encore qu'aujourd'hui.

Il sait donc que notre colère et notre détermination à lutter contre lui ne font et ne feront que grandir.

Alors, depuis quelques temps, il organise les meurtres répétés d'ouvriers dont le dernier de René-Pierre Overney ; licencie et arrête pour délit d'opinion à Renault ; fait vider par les gardes mobiles les usines occupées ; organise d'incessantes provocations, un référendum mascarade et... mercredi, une tribune d'où partira la propagande nazie.

Oui, il y a des sauvages dans ce pays, monsieur Pompidou..., peu, c'est certain, mais ils sont au pouvoir !

Vous voulez nous diviser, nous effrayer et, un jour, nous obliger à nous taire, quand nous exigerons satisfaction de nos plus élémentaires revendications, avec un pistolet dans le dos !

Vos ordures nazies d' « Ordre Nouveau » vous servent à recruter des troupes pour vos basses œuvres et à vous faire passer, à côté d'eux, pour les libéraux... alors que c'est vous-mêmes qui les armez, ainsi que les C.D.R., S.A.C. et autres bandes... !

NON, NOUS NE LE TOLERERONS PAS !

Vos complices de la direction du P.« C. »F. nous disent : « Ne ripostez pas — pas de secousses : ça abîmerait les élections ! » Mais on sait bien que c'est exactement de cette manière-là que des faux représentants de la classe ouvrière ont permis au nazisme de s'installer en Allemagne.

Et les dirigeants trotskystes, égaux à eux-mêmes, qui se vantent d'être **« à la pointe de la lutte anti-fasciste »** sabotent les initiatives de riposte de masse aux menées fascistes d' « **Ordre Nouveau** » sous des prétextes fallacieux.

Non ! Le nazisme n'acquérera pas droit de parole dans ce pays où tant des meilleurs fils de la classe ouvrière et du peuple ont fait le sacrifice de leur vie pour écraser cette bête immonde !

Un seule force peut empêcher qu'elle grandisse : la force massive, résolue, ferme et inébranlable du peuple, classe ouvrière en tête.

Qu'elle se manifeste puissamment, désormais ; c'est l'appel que les communistes marxistes-léninistes de France, représentés par leur journal « l'Humanité Rouge », lancent à la classe ouvrière, à tous les travailleurs, à tous les révolutionnaires, à tous les démocrates !

Les ordures nazies seront écrasées !

A bas la fascisation du pouvoir des monopoles !

« L'Humanité Rouge », le 19 mars 1972.

ITALIE :

Panique bourgeoise et crimes fascistes...

Le 12 décembre 1969, une bombe explosait à Milan dans la Banque nationale de l'agriculture. Bilan : 16 morts, 107 blessés. Une heure après, des tracts fascistes accusant les « anarchistes » sont diffusés massivement. La police se lance sur les milieux anarchistes. Valpreda est arrêté ; celui-là même qui depuis plus de deux ans attend son procès en prison, gravement malade. Et pourtant !

Le 10 décembre 1969, deux jours avant le crime, Almirante, chef du parti fasciste M.S.I., déclarait : « *Les organisations de jeunesses fascistes se préparent à la guerre civile en Italie.* »

Pendant la durée de l'instruction, sept personnes qui en savaient trop périrent de mort violente, sept !

Le cheminot Pinelli « tombe » de la fenêtre d'un commissariat. Il refusait de présenter les anarchistes comme coupables.

Au cours d'une réunion fasciste du « Fronte Nazionale », le fasciste Calzolari, bras droit du prince Borghese, déclare à ses compères : « *Vous avez été des assassins.* » Il meurt.

Trois témoins de la défense sont tués dans un « accident » de voiture. Un camion a freiné brutalement devant eux.

Rolandi, témoin gênant, meurt d'une « ambolie pulmonaire ».

Ambrosini, parent du ministre de l'Intérieur, parlant de l'organisation fasciste M.S.I. déclare : « *C'est là qu'il faut chercher les responsables des attentats.* » Il « tombera » du huitième étage d'un hôpital.

D'autres seront déclarés « fous ».

Les soi-disant preuves accumulées contre Valpreda ne tiennent pas devant les faits. L'accusé devient accusateur, il est menacé de mort.

Enfin, il y a quelques jours, le corps déchiqueté d'un homme dont seul le visage était intact, était découvert par des paysans. Il s'agissait du célèbre éditeur italien Giangiacomo Feltrinelli, spécialisé dans la publication d'ouvrages progressistes.

Lui aussi fut accusé de « faux témoignages » au profit des anarchistes après le massacre de Milan et inculpé « d'outrages envers la police ».

C'est à ce jour la dernière victime des bandes fascistes qui complotent en Italie.

Dans une déclaration, les employés de la maison d'édition Feltrinelli disent : « *La criminelle provocation et le meurtre monstrueux sont la réponse de la réaction internationale à la mise en lumière du carnage organisé par l'Etat, au moment où on découvre que le procès Valpreda a été fait illégalement et que l'enquête des magistrats de Treviso permet de découvrir les responsabilités de la droite.* »

On saisira encore mieux l'ampleur du complot fasciste lorsqu'on sait que l'amiral Birindelli, qui jusqu'à ces derniers jours était commandant en chef des forces navales de l'O.T.A.N. en Méditerranée, se présentera aux élections sous l'étiquette du parti fasciste M.S.I.

La bourgeoisie italienne, prise de panique devant le développement des luttes révolutionnaires du peuple italien, prépare activement le recours à la terreur fasciste. Mais le peuple italien, classe ouvrière en tête, saura déjouer le complot, mettre en échec la peste brune, sous la direction du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Italie.

BRÉSIL : lutte du peuple contre ses bourreaux

La dictature sanglante continue à opprimer férocement le peuple brésilien. Le pays tout entier est une immense prison où des milliers d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, révolutionnaires et progressistes, sont arrêtés, torturés, assassinés, pour maintenir, par la terreur, la domination impitoyable de l'impérialisme américain et de ses honteux fantoches.

Et c'est avec ce régime de tortionnaires que le gouvernement des monopoles français entretient de si bonnes relations, recevant le bandit Fleury, chef des polices fascistes « légales » et illégales, traquant les révolutionnaires exilés en France, expulsant de Guyane les ouvriers brésiliens ayant participé à la grande grève des boissons gazeuses, fournissant armes et munitions utilisées contre le peuple.

Ni la dictature fasciste, ni le sinistre « escadron de la mort », ni la torture, ni les assassinats, ne peuvent réduire à l'esclavage le fier peuple brésilien.

Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux ! les luttes populaires contre l'exploitation, l'oppression, la dictature, se font de plus en plus massives, de plus en plus dures, dans l'enfer du Norde-Este, dans l'état de Maranhão, de Bahia, de Rio, d'un bout à l'autre du pays. Sans craindre ses tortionnaires le peuple brésilien se dresse pour les abattre : manifestations, grèves, occupations de terres, ripostes armées se multiplient.

Mais le peuple n'est pas seul dans son combat. Le Parti Communiste du Brésil, détachement d'avant-garde du prolétariat brésilien — dont on fête ces jours-ci le 50e anniversaire et la 10e année de sa réorganisation.

LIBERTE
POUR MANOEL DA CONCEICAO !

Manoel da Conceicao, révolutionnaire brésilien, dirigeant important des luttes paysannes d'une région du Nord-Est brésilien, vient une nouvelle fois d'être jeté en prison par la dictature.

La région de Pindaré-Mirim est un lieu traditionnel d'affrontements violents entre paysans (« poseiros ») et grands propriétaires fonciers. Le paysan « poseiro » est celui qui fait une migration vers des régions où les terres n'appartiennent à personne et s'établit sur un champ déterminé pour le défricher.

Il faut un travail énorme pour détruire la forêt, préparer le sol et planter. C'est exactement quand la terre commence à produire qu'arrivent les grands propriétaires fonciers qui, — à travers leurs mandataires, les « grileiros », — présentent des titres illégitimes de propriété qu'ils se font délivrer par les autorités. Ils chassent les paysans, entourent les terres de barbelés et s'approprient la production.

Depuis 1962, les paysans opprimés luttent durement contre les grands propriétaires. Après le coup d'Etat de 1964, ces luttes se sont développées et radicalisées. Les paysans ont créé un syndicat illégal dont Manoel da Conceicao était l'un des dirigeants. En 1968 et depuis, ce mouvement de masse s'est développé jusqu'à des formes de luttes armées contre la dictature et l'impérialisme yankee.

Au cours d'une de ces luttes, Manoel da Conceicao a été blessé, arrêté, amputé d'une jambe. Libéré sous la pression de la colère des masses, il a aussitôt repris le combat. Aujourd'hui, il risque la mort car la dictature, haïe du peuple brésilien, assassine de plus en plus fréquemment ceux qui la combattent.

DIJON : NOUS SOMMES DES HOMMES ET PAS DES CHIENS

Depuis longtemps, la municipalité de Dijon voulait raser le bidonville de la Charmette (H.-R. n° 126). Etait-ce la misère des travailleurs immigrés qui la gênait ? Non ! La bourgeoisie dijonnaise a longtemps « toléré » le bidonville.

Mais maintenant tout le monde savait à Dijon qu'il y avait ce bidonville et cette misère, devenue trop voyante, accusait trop clairement un système capable de faire vivre des hommes dans de telles conditions. D'autre part, Dijon s'agrandit et le terrain, qui appartient à la ville, peut devenir source de bénéfices.

Aussi, il fallait faire place nette.

Les conditions dans lesquelles le rasage et le relogement ont été opérés sont scandaleuses. Des habitants ont été prévenus la veille que le bidonville serait rasé le lendemain. Ainsi ceux qui étaient en congés — nombreux en ce moment dans le bâtiment et les travaux publics — ou en déplacement, n'ont pas retrouvé de logement en rentrant.

La municipalité raciste refuse, une fois de plus, de reconnaître le droit à un logement décent pour les travailleurs immigrés : plus de 100 personnes ont été entassées au foyer Marceau, à 10 par chambre, 80 dans d'anciens ateliers, une soixantaine dans deux garages, d'autres à l'asile de nuit, d'autres encore ont trouvé refuge dans un mini-bidonville ou chez des copains. Rappelons aussi que, dans la plupart des foyers, les travailleurs n'ont aucune liberté, (même pas le droit de recevoir des visites), et que les foyers sont une bonne affaire pour leurs propriétaires (municipalité, patrons) à qui une chambre-dortoir peut rapporter jusqu'à 500 à 600 F par mois, plus qu'un F 4 en H.L.M. !

Pour les patrons et leur Etat, les travailleurs immigrés sont bons pour faire les boulots les plus durs, les plus sales, les plus dangereux. Mais ils leur refusent toute liberté, les font vivre sous la menace permanente de l'expulsion.

Ils leur refusent le droit au logement. Et quand ils nous disent qu'il n'y a pas de logement à Dijon, ils mentent ! Les patrons, eux, trouvent toujours de belles villas de luxe qu'ils paient avec l'argent gagné sur le dos des travailleurs qui, eux, habitent dans les bidonvilles, les foyers, les taudis, les cités d' « urgence » qui ont plus de quinze ans d'âge ! Même les logements bon marché sont refusés aux travailleurs immigrés, par racisme.

La lutte du bidonville a mobilisé de nombreux progressistes (300 environ) qui sont venus manifester leur solidarité avec les travailleurs immigrés. Cette journée se termina par une manifestation de plus de 400 personnes qui se dirigea vers la mairie de Payade dont les grilles étaient barricadées et la cour occupée par de nombreux cars de police. Elle a remonté ensuite la rue principale en scandant de nombreux mots d'ordre : « Travailleurs français, immigrés, tous unis ! », « Payade négrier ! Reloger les immigrés ! », « Non au racisme ! ».

La colère gronde chez les travailleurs immigrés qui ont bien vu qui étaient leurs amis et qui étaient leurs ennemis. Grandit aussi la volonté commune de lutter contre l'exploitation capitaliste.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

Correspondant H.-R.

Les dirigeants du P. "C." F. : des ennemis des libertés démocratiques

L'assassinat de la Régie Renault a coûté la vie à un jeune ouvrier révolutionnaire, mais il a fait se démasquer aux yeux des travailleurs l'ampleur de la trahison des dirigeants du P.« C. »F. et de la C.G.T. ; ces derniers ont manifestement tout fait pour empêcher le développement du mouvement de masse contre la répression et la fascisation.

Cette volonté de ne pas dénoncer la répression fascisante, de laisser la bourgeoisie réprimer les luttes de tous les travailleurs, est une position fondamentale des dirigeants révisionnistes, archi-traîtres à la classe ouvrière et à l'appel de Staline :

« C'est à vous, communistes, de reprendre en main le drapeau de la lutte pour les libertés démocratiques ! »

Dans l'enseignement, la répression de l'Etat bourgeois s'abat avec une intensité croissante.

La tendance mensongèrement appelée « Unité et Action », contrôlée par les révisionnistes dans la Fédération de l'Education nationale (F.E.N.), s'oppose, en effet, de plus en plus vigoureusement à la base qui exige qu'une lutte sérieuse soit menée pour la défense des libertés démocratiques, le refus du démantèlement du statut de la fonction publique et contre toute répression.

Pour les dirigeants révisionnistes d' « Unité et Action », la lutte contre la répression (réduite aux seules pétitions ou délégations) n'existe que pour les syndiqués « bien-pensants ».

La preuve ? Le refus d' « Unité et Action » au Congrès de la F.E.N., qui s'est tenu en 1971, de voter la résolution sur les libertés exigeant « la défense de tous les camarades réprimés sans exclusive a priori ». Eux seuls ont refusé de voter ce texte.

Ce fait vient de se reproduire dans certains lycées de Bordeaux,, au niveau des sections syndicales d'établissement.

Les dirigeants révisionnistes aident ainsi puissamment le pouvoir bourgeois fascisant et participent activement à la « chasse aux sorcières » engagée contre les militants révolutionnaires.

Mais leur isolement grandit avec leurs trahisons. De plus en plus nombreux, les travailleurs se détournent d'eux et les dénoncent comme les meilleurs valets de la bourgeoisie. C'est ainsi que, malgré l'importance de la tendance « Unité et Action » qui contrôle deux de ses principaux syndicats, la F.E.N. n'a pas osé s'associer à la honteuse manœuvre proposée par Séguy, l'organisation d'une manifestation confondant délibérément la victime et son assassin.

Le temps se rapproche qui verra ces traîtres tout seuls face à la classe ouvrière et à l'ensemble des travailleurs fermement unis sur la juste ligne « Classe contre classe ».

Correspondant *H.R.*

GUADELOUPE, GUYANE, MARTINIQUE
A BAS LA RÉPRESSION !

Partout où ils se trouvent, les Antillais et Guyanais font l'objet de répression sauvage et barbare exercée par le pouvoir colonial.

En Guadeloupe, la répression frappe une vingtaine de militants syndicalistes de l'U.T.A. (Union des Travailleurs Agricoles), Fraternité Ouvrière, des lycéens et étudiants, certains journaux ayant soutenu le vaste et puissant mouvement de grève de l'année 1971.

En Guyane, cinq responsables de l'U.T.G. (Union des Travailleurs Guyanais) sont arrêtés et poursuivis à la suite de la dernière grève des boissons gazeuses.

En Martinique, vingt habitants de Rivière-Salée sont poursuivis depuis les élections de mars 71, au cours desquelles les urnes colonialistes furent brisées par la population déterminée à faire échec à la fraude orchestrée par le préfet Terrade, dit la Grenade. De même, ont été arrêtés et condamnés les camarades Ravin, Burdy (deux ouvriers), Inimod: peine de prison ferme ; les lycéens se sont mis en grève et les masses populaires ont affronté les hordes policières pour protester contre ces condamnations. Le responsable d'un journal, Courbain, poursuivi pour diffamation et injures envers les forces de l' « ordre » et Messmer pour avoir dénoncé les assassins du lycéen G. Nouvet (mai 71). Ega et cinq autres jeunes inculpés lors des manifestations durant le passage du ministre des prétendus D. O. M. Baselto, responsable du Comité de défense des habitants de Dillon (C.D.H.D.), inculpé pour avoir occupé avec la population des locaux neufs inhabités après un sinistre.

Toute cette vague de répression sauvage trouve son prolongement dans l'émigration guadeloupéenne, martiniquaise et guyanaise sous plusieurs formes : mesures arbitraires du B.U.M.I.D.O.M., arrestations et tabassages de nombreux Antillais et Guyanais.

C'est dans ce contexte que se déroulera le procès de notre camarade Breleur.

POURQUOI CE PROCES ?

Le 29 mai 1971, à l'appel de l'A.G.E.M., l'A.G.T.A.G., l'A.G.E.G. et l'U.E.G., soutenues par des organisations françaises, plus de 2 000 émigrés et Français manifestent à Barbès pour dénoncer les crimes des colonialistes français (Messmer) en Martinique et populariser la lutte du peuple martiniquais pour son indépendance nationale. Les brigades spéciales agressèrent la manifestation qui se dispersait (le mot d'ordre de dispersion étant donné). La justice colonialiste, continuant sa sale besogne, inculpa Florent Breleur pour port d'armes (un drapeau !!!), pour coups à agent (lui qui se protégeait des coups de pied et de matraque que lui assénaient les flics et alors qu'il se trouvait au sol) et de rébellion (alors qu'il tentait de récupérer ses lunettes que lui tendait une passante. IL PASSERA DEVANT LA JUSTICE COLONIALISTE ET RACISTE A LA FIN DU MOIS DE MARS.

Ainsi, à chaque montée de la lutte de nos peuples, aux ripostes et aux luttes de l'émigration, les colonialistes français utilisent la REPRESSION sous toutes ses formes, dans le vain espoir de briser leur détermination à combattre. Mais que ce soit dans les soi-disant départements d'Outre-Mer, ou dans l'émigration, les travailleurs guadeloupéens, martiniquais et guyanais sont de plus en plus vigilants et sauront découvrir leurs vrais ENNEMIS.

EXIGEONS L'ACQUITTEMENT DE FLORENT BRELEUR !

A BAS LE COLONIALISME FRANÇAIS !

NON AUX PROCES COLONIALISTES !

Transformons ce procès en celui du colonialisme français assassin et raciste !

A.G.T.A.G. (Amicale Générale des Travailleurs Antillais et Guyanais),
A.G.E.G. (Association Générale des Etudiants Guadeloupéens),
A.G.E.M. (Association Générale des Etudiants Martiniquais),
U.E.G. (Union des Etudiants Guyanais).

Affiche réalisée par des militants H.R. *dIvry.*

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

1937-1939 : Une ligne fausse, conséquence de l'opportunisme vis-à-vis du Front Populaire

Le P. C. F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (20)

COMMUNISTES CONTRE NATIONALISTES

Pour établir la très grave responsabilité des dirigeants communistes, leur soutien objectif à la ligne assimilationniste de la bourgeoisie « *de gauche* » alors au pouvoir à Paris, rappelons-nous ce que demandait le 7e Congrès de l'Internationale.

Dans les colonies, pour créer un front populaire ANTI - IMPERIALISTE (c'est nous qui soulignons et allons souligner plus loin), il fallait « *entraîner les plus grandes masses dans le mouvement de LIBERATION NATIONALE contre l'exploitation impérialiste croissante... pour l'expulsion des impérialistes, POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE* » et s'il était conseillé de « *participer activement aux mouvements ANTI-IMPERIALISTES de masse dirigés par les nationaux - réformistes* » comme par exemple en Algérie le « *Congrès musulman* », l'accent était également porté sur la nécessité de « *travailler à réaliser des actions communes sur la base d'une PLATE - FORME ANTI - IMPERIALISTE CONCRETE, avec les organisations NATIONALES REVOLUTIONNAIRES et nationales réformistes...* »

Pas plus que les dirigeants étoilistes, nous ne méprisons les revendications immédiates, pas plus qu'eux-mêmes à l'époque, nous ne considérons que la révolution nationale du peuple algérien était alors facile et sur le point de triompher ; les révolutionnaires ne sont pas des «*babaouch*» (1). Nous affirmons simplement qu'entre l'orientation définie par l'Internationale, à laquelle répondait concrètement l'essor du courant étoiliste, expression du moment du mouvement national algérien, et la limitation des luttes à la revendication de la mise en application de l'illusoire projet de loi Blum-Viollette, il y avait un fossé. Sa largeur et sa profondeur mesuraient l'opposition entre une ligne authentiquement révolutionnaire et léniniste et une ligne réformiste, contre-révolutionnaire et nullement léniniste.

Rien de surprenant, dans de telles conditions, au fait que s'exacerba l'antagonisme entre militants algériens nationalistes et communistes européens, appuyés par une minorité d'Algériens (2). L'histoire ne se renouvelle pas et l'on ne pourra jamais plus corriger les graves erreurs alors commises ; aussi contentons-nous de mentionner qu'à coup sûr, à cette époque, les meilleurs militants algériens par rapport à la juste voie léniniste ne se trouvaient pas dans les rangs officiellement communistes, mais dans ceux des ouvriers et des fellahs algériens engagés dans le combat historique contre le colonialisme français, pour l'indépendance nationale qui allait remporter la victoire vingt-cinq ans plus tard.

Comment expliquer que les dirigeants communistes français et algériens aient alors recouru à l'argument totalement faux qui consista à lancer contre les nationalistes l'accusation d'être les alliés des colons fascistes ?

Juste quelques jours avant la publication du décret de dissolution de l'Etoile par le gouvernement du Front populaire présidé par Léon Blum, Ben Ali Boukhort, secrétaire du Parti communiste algérien, s'exprima dans ce sens, sans nulle équivoque, à l'égard de Messali Hadj, devant le Comité National du P.C. réuni en janvier 1937, *La Lutte sociale* développa les mêmes attaques.

La bourgeoisie colonialiste française et compradore d'Algérie s'opposait, certes, de manière fasciste, au projet de loi Blum-Violette. Mais ses raisons étaient à l'opposé de celles justifiant l'attitude des militants algériens étoilistes

L'amalgame assimilant les Algériens patriotes aux fascistes en raison de leur attitude identique vis-à-vis de certains aspects de la politique du gouvernement Blum fut une ignominie en même temps qu'une fort mauvaise justification. D'ailleurs, lorsque les Algériens nationalistes assurèrent, le 14 juillet 1937, le grandiose succès d'une manifestation de masse en plein cœur d'Alger, l'unisson se fit spontanément de l'extrême droite à « l'extrême gauche », dans la presse européenne plus particulièrement. Les uns hurlèrent au nationalisme anti-français, les autres s'élevèrent contre ce qu'ils tenaient pour une hostilité au gouvernement de Front populaire.

Une année plus tard, récusant l'accusation de collusion avec les fascistes, *El Ouma* écrivit le 12 janvier 1938 : « *Le Parti Populaire Algérien n'a rien de commun avec le P.S.F., et entre le P.S.F., nouvel espoir de la bourgeoisie, parti de gros colons en Algérie, et le Parti du Peuple Algérien, il ne peut absolument rien y avoir de commun, sinon une lutte sans merci.* »

Certes, la polémique fut d'une telle vivacité que les nationalistes en vinrent à proclamer avec colère ce qui les séparait du « *communisme* » et jurèrent qu'ils ne s'inclineraient jamais « *ni devant Staline ni devant les staliniens* » (3).

Mais qui donc leur avait offert une image, une conception totalement erronée à la fois du communisme et de Staline ?

Et pourquoi donc les dirigeants communistes français n'avaient-ils pas adopté à leur égard la même attitude que vis-à-vis du peuple vietnamien ? Pourquoi avaient-ils tenu à ce que des Européens soient non pas « *des aides* », mais les inspirateurs et les dirigeants du mouvement communiste naissant en Algérie ? au lieu de laisser librement d'authentiques Algériens créer et organiser leur Parti communiste, en fonction des expériences et des conditions spécifiques propres à leur peuple ?

Marx préconisa la constitution de partis du prolétariat « *indépendants des partis de la bourgeoisie* ». C'est une initiative comparable qu'eurent les Algériens en constituant leur organisation algérienne « *indépendante de tout Parti ou Association dirigé, contrôlé ou impulsé par des représentants du peuple colonisateur.* »

Voici ce que publia à ce sujet *El Ouma* : « *Si les Indigènes organisent un parti formé uniquement d'Indigènes, c'est une pensée légitime qui est l'expression même des aspirations profondes de tout un peuple opprimé qui tend par tous les moyens à forger l'instrument de sa libération.*

» *Les Algériens ont constitué leur propre parti et se sont donnés leur propre journal car les préoccupations quotidiennes des partis ouvriers métropolitains sont différentes des nôtres ; le manque de continuité dans l'effort sur la question coloniale, la subordination de cette question à la politique générale avec toutes ses variations, avancées, reculées, hésitations, changements de tactique, tournants, volte-face avec massacre de militants ne permettent pas une collaboration désirable.*

» *Le P.P.A. ne comprend pas la haine, il est prêt à toute collaboration éventuelle avec toutes les organisations démocratiques et en particulier les organisations prolétariennes de la métropole, à une collaboration loyale basée sur l'égalité des partis et non sur l'assujettissement et la subordination.* »

El Ouma essaya de discerner les raisons qui opposaient le Parti communiste aux nationalistes - révolutionnaires. *La Lutte sociale* avait en effet publié en 1937 une campagne systématique pour dénigrer le Parti Populaire Algérien, sous le titre : « *Du faux nationalisme à la politique pro-impérialiste* ».

L'organe nationaliste écrivit :

« *C'est sa composition sociale, son indépendance politique qui font du P.P.A. un objet de haine du P.C. C'est un rival dangereux du P.C. car il tend de plus en plus à étendre son influence sur les couches de plus en plus larges des travailleurs algériens.* »

Quelques jours plus tard, sentant se préciser la menace d'une nouvelle dissolution décrétée par le gouvernement de Front populaire, *El Ouma* déclara avec solennité :

« *Le Parti communiste, persona grata de la République, puissant parti du Rassemblement populaire, pilier du gouvernement du même nom, prépare l'opinion publique à l'annonce de la dissolution du P.P.A.*

» *S'il réussit, aux pages glorieuses pleines d'abnégation et de dévouement infini qu'il a inscrites lors de la guerre du Rif et de Syrie, dans le livre d'or du mouvement ouvrier, s'ajoutera une page pleine de honte et chargée d'opprobre portant ce titre : En 1937, le P.C. a abandonné les dernières positions du matérialisme dialectique qui sont celles de Marx et de Lénine, pour celles de la réaction et du colonialisme.* »

Toutefois, la dissolution du P.P.A. n'intervint que plus tard.

Au cours des années 1937, 1938 et 1939, la tension ne cessa de monter entre nationalistes algériens et communistes, d'autant que les premiers décidèrent de participer aux élections et remportèrent d'écrasantes victoires, éclipsant toute l'influence acquise par les seconds en 1936.

Créé le 11 mars 1937, le Parti Populaire Algérien fut dissous par le gouvernement Daladier le 29 septembre 1939. Mais ses militants, étant déjà semi-clandestins et soutenus par le peuple algérien, la mesure fut peu efficace.

Bientôt après, le 26 décembre 1939, l'ingrat dirigeant du Front populaire, qui avait montré son véritable visage de p l e u t r e en signant avec Hitler les fameux accords de Munich, décréta à son tour la dissolution du Parti communiste français et celle du Parti communiste algérien.

Les communistes algériens rejoignirent dans les prisons et les camps ceux des nationalistes qui n'avaient pas réussi à échapper à la répression. Est-il besoin d'expliquer qu'ils n'eurent pas fière allure pour défendre la politique du Front populaire qu'ils avaient tant cautionnée et soutenue, face aux militants algériens qui l'avaient tant dénoncée et combattue ?

Mais, par-delà ces militants, victimes de la bourgeoisie après avoir accordé leur confiance à son gouvernement « de gauche », qui donc était le principal responsable, qui donc était le vrai coupable de l'abandon par les communistes du soutien aux luttes du peuple algérien pour son indépendance nationale ?

(A suivre.)

(1) « Babaouch » : expression populaire arabe qui a un sens péjoratif, vient de babakhayou (le perroquet) et désigne les bavards qui parlent pour ne rien dire et sans même savoir ce qu'ils disent.

(2) Il est absolument nécessaire de préciser ici que, dès cette époque des militants de base du Parti communiste algérien, aussi bien européens qu'algériens, comprenaient que leurs dirigeants les entraînaient sur une fausse voie.

(3) Signalons que des éléments trotskystes d'origine européennes, profitant des graves erreurs des dirigeants communistes du P.C.F. et du P.C.A., s'efforcèrent de « noyauter » le Parti populaire algérien, mais leur influence resta sans écho par rapport aux larges masses populaires. Des tentatives identiques de Doriot n'eurent également aucune suite. Le Parti populaire kabyle (P.P.K.), parti fasciste, n'eut qu'une existence éphémère et n'obtint aucune audience de masse.

LES CAHIERS DE LA CHINE NOUVELLE

Nouvelles transmises par L'AGENCE HSINHUA

Abonnement quotidien	un an	6 mois
France.....	130,00 frs	70,00 frs
Europe.....	145,00 frs	75,00 frs
Etrang. Avion	160,00 frs	85,00 frs
Abonnement Hebdomadaire	**un an**	**6 mois**
France.....	45,00 frs	25,00 frs
Europe.....	60,00 frs	35,00 frs
Etrang. Avion	80,00 frs	45,00 frs

ABONNEMENT QUOTIDIEN - parution tous les jours de la semaine, excepté le samedi et dimanche, de toutes les dépêches transmises par l'agence Hsinhua de Pékin et quelques numéros spéciaux édités à l'occasion d'évènements importants survenus dans le monde.

ABONNEMENT HEBDOMADAIRE - parution tous les vendredis - sélection des dépêches parues dans la semaine et suppléments identiques à ceux du "quotidien"

Nom : _____

Rue : _____

Ville : _____

Virement ou mandat postal au C. C. P. des Cahiers de la Chine Nouvelle - 925 22 - Paris - BP 198 Paris R. P

Un commentaire du "Zeri I Popullit" organe central du Parti du Travail d'Albanie

"LE MARCHE COMMUN"

Un fouillis de contradictions inter-impérialistes

Tirana, 27 janvier. — L'admission de la Grande-Bretagne au « Marché commun » est le résultat de l'approfondissement des difficultés et du durcissement des contradictions dans le monde capitaliste. Les crises économiques de ces dernières années et en particulier les soubresauts financiers, enchaîne le quotidien, ont obligé les puissances impérialistes à chercher le salut dans l'intégration économique capitaliste, dont le « Marché commun » est une variante.

Les raisons qui ont poussé le gouvernement britannique à une telle démarche doivent être recherchées premièrement dans la désintégration de son empire colonial et dans l'affaiblissement de sa position internationale. C'est pour des raisons politiques et économiques très fortes que le « lion britannique » a été obligé de frapper à la porte de ce marché. L'isolement politique de l'Angleterre s'accentuait en effet d'une année à l'autre. L'Europe lui avait fermé ses portes cependant que l'Amérique, après avoir mis à sac l'empire d'autrefois « où le soleil ne se couchait jamais », lui ôtait aussi sa position privilégiée dans l'alliance atlantique en faveur de Bonn. Sur le marché international, elle était prise entre deux feux : « le Marché commun » et les U.S.A. et son économie fortement ébranlée ne pouvait plus résister. En gros, on peut dire que les efforts obstinés fournis par l'Angleterre pour entrer au « Marché commun » sont une tentative de sortir l'impérialisme britannique de cette stagnation et de sauver au moyen de « l'européanisation » ce qui reste de la puissance d'antan de la Grande-Bretagne.

L'acte d'admission de l'Angleterre et de trois autres pays signé samedi dernier est là pour prouver que des concessions ont été faites de part et d'autre. Mais il ne fait pas de doute que l'Angleterre a dû payer le prix fort.

Le renforcement des rivalités

L'entrée de l'Angleterre au « Marché commun » n'écarte nullement les contradictions qui existent en son sein et en dehors de celui-ci. Au contraire, elle n'a fait que les accentuer et les aggraver. Le tournant à 180 degrés effectué par l'Elysée dans l'affaire de l'admission de l'Angleterre au sein de la « petite Europe » en témoigne éloquemment. Les raisons de ce tournant doivent être recherchées dans l'ostpolitik de Brandt. La grande bourgeoisie ouest-allemande, avec son potentiel économique, financier et militaire, veut jouer « les premiers violons » sur ce continent. Mais à cette position dominante prétendent également les autres, en premier lieu la bourgeoisie anglaise et française. C'est pourquoi Bonn « a tourné son regard » vers l'Est. Brandt s'efforce de mettre à profit l'intérêt que manifeste la direction khrouchtchévienne, poussée par des raisons politiques et économiques, à se rapprocher de Bonn. Dans le cadre de la stratégie globale soviéto-américaine pour l'« instauration de la quiétude » en Europe, l'Allemagne occidentale s'est vue confier le rôle de maintenir l'équilibre des forces, c'est-à-dire le rôle de gendarme européen. De la sorte, les chefs de file de Bonn visent à appliquer la politique des oscillations entre Moscou et Washington, à profiter des deux « super-puissances » et à atteindre leurs buts d'hégémonie. Ainsi donc c'est le fantôme de l'alliance soviéto-ouest-allemande qui a poussé Londres et Paris à « oublier » les querelles d'autrefois et à se rapprocher.

Qui l'emportera ?

Avec l'entrée de l'Angleterre au « Marché commun » la lutte pour l'hégémonie non seulement n'a pas faibli mais elle est devenue encore plus âpre. L'Allemagne occidentale qui a un potentiel puissant et jouit de plus de l'appui de Washington et de Moscou soutient la tendance à former, dans le cadre de la Communauté Economique Européenne, des organes supra-étatiques qu'elle pourrait exploiter à ses propres fins d'hégémonie. La France, au contraire, s'oppose à ces plans et espère tirer Londres de son côté. Elle tend ainsi à reprendre le rôle qu'elle avait autrefois en Europe, à rassembler autour d'elle les autres pays du vieux continent et à créer ainsi une force capable de contrebalancer les deux plus grandes puissances de ce marché.

Les problèmes agricoles

L'entrée de l'Angleterre au « Marché commun » provoque d'autre part une recrudescence des principales contradictions qui rongent ce bloc impérialiste. Malgré la conclusion de l'accord sur la création du « Marché commun agricole » la question agraire n'en demeure pas moins la pomme de discorde entre les pays membres.

A la suite de l'entrée de l'Angleterre au « Marché commun », l'agriculture de ce pays, qui ne tient debout que grâce à des subventions gouvernementales, sera placée face à de puissants concurrents. D'autre part, l'Angleterre sera obligée d'acheter les produits agricoles aux pays du « Marché commun » qui pratiquent des prix beaucoup plus élevés que ceux qu'elle importait du Commonwealth. En conséquence, les prix des comestibles, suivant les calculs des économistes bourgeois, devront augmenter de 26 %.

L'entrée au « Marché commun » constitue un coup tout aussi dur pour la balance des paiements de Grande-Bretagne qui, depuis de longues années accuse un très grand déficit.

Un troisième bloc impérialiste

Encore plus prononcées sont les contradictions entre le « Marché commun » et les autres pays capitalistes et révisionnistes. L'extension de ce bloc est une réaction directe envers le danger que représente l'alliance soviéto-américaine. Son développement a été mené pour affaiblir rapidement l'hégémonie absolue de l'impérialisme américain dans le monde occidental. Après la seconde guerre mondiale, les U.S.A., qui espéraient établir leur hégémonie dans le domaine économique, créèrent une série d'organisations et de blocs monopolistes internationaux. Ce n'est d'ailleurs pas sans l'encouragement de Washington que vit le jour le « Marché commun » lui aussi. De la sorte, les gouvernants américains espéraient que les brebis européennes se dirigeraient vers un enclos commun, ce qui lui aurait permis de les avoir encore mieux sous sa dépendance. Dans le même temps ils nourrissaient l'espoir de faire de ce bloc une base économique pour leur créature agressive, l'O.T.A.N. Mais le temps a montré que l'oncle Sam avait mal fait ses comptes. « Le Marché commun européen, a dit le camarade Enver Hodja au 6e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, cherche maintenant à défier la suprématie américaine sur le marché mondial ».

Le bloc des six d'un allié désirable est devenu maintenant pour les Etats-Unis un rival. Il a dépassé les Etats-Unis pour ce qui est du rythme du développement industriel, le volume du commerce extérieur, les réserves d'or et des devises étrangères.

La communauté économique européenne touche au point le plus sensible de l'impérialisme américain, même dans la lutte pour le partage des sphères d'influence. C'est un nouveau défi à la domination économique de l'impérialisme américain dans le monde capitaliste.

L'admission de la Grande-Bretagne et de trois autres pays au « Marché commun » entraînera un développement plus poussé de l'« unité » économique et politique des pays d'Europe occidentale. Cela rend la situation encore plus compliquée pour les U.S.A. Le « Marché commun » comptant dix pays aura une population supérieure à 250 millions. Il dépassera les U.S.A. pour ce qui est des réserves d'or, la production d'acier et d'autos, le volume de l'exportation et deviendra le plus grand marché d'articles et d'investissements en Occident. Ce nouveau centre de gravité dans le monde occidental constitue un grand obstacle pour les Etats-Unis et l'Union Soviétique dans l'application de leur politique d'hégémonie en Europe. Voilà pourquoi les deux « super-puissances » sont sérieusement inquiétées par l'entrée de l'Angleterre au « Marché commun ».

Le renforcement de l'exploitation capitaliste

L'extension du « Marché commun » aggrave à l'extrême les contradictions sociales, aussi bien au sein de ce bloc qu'en dehors de celui-ci.

Cette super-puissance, comme ses consœurs, cherchera à se renforcer par le sang et la sueur des travailleurs européens et des autres pays. Les grands monopoles ouest-allemands, anglais et français se voient ouvrir devant eux de grandes perspectives pour opprimer et exploiter la population de toute l'Europe. Dès à présent, ils sont passés à l'attaque pour regagner les positions perdues dans les anciens empires coloniaux pour les exploiter désormais suivant de nouvelles méthodes néo-colonialistes. Il est incontestable que tout cela donnera une nouvelle impulsion au mouvement des peuples contre cette nouvelle super-puissance. Ce mouvement ne fait qu'un avec la lutte des travailleurs contre l'hégémonie des deux « super-puissances ».

Ce sont là quelques-uns des principaux aspects des contradictions qui existent au sein du « Marché commun ». Elles s'aggravent de pair avec son développement et dans le même temps elles le rongent du dedans. De cette façon est prouvée la thèse du grand Lénine, à savoir que sous l'impérialisme agissent des tendances d'intégration des forces réactionnaires pour s'unir dans une croisade contre-révolutionnaire a caractère économique et politique. Mais ces alliances sont éphémères du seul fait quelles sont rongées par de nombreuses contradictions antagonistes.

PETITE BIBLIOTHÈQUE DU MILITANT MARXISTE-LÉNINISTE

En mettant « la politique au poste de commande » et compte tenu de certaines quantités de « bouillons » dont nous avons la disposition, nous avons décidé le lancement d'une campagne intitulée « **Petite bibliothèque du militant marxiste-léniniste** ».

Cette campagne a pour objet de mettre à la disposition de nos camarades, amis et lecteurs, pour un prix abordable, un certain nombre de livres et brochures marxistes-léninistes.

Voici donc ce que vous pourrez recevoir pour un règlement global de **12 francs,** port compris :

— J. STALINE : **Les questions du léninisme.**
— J. STALINE : **Lénine.**
— MAO TSE-TOUNG : **Citations** (Petit Livre Rouge).
— MAO TSE-TOUNG : **Sur la guerre populaire.**
— MAO TSE-TOUNG : **La démocratie nouvelle — Interventions aux causeries sur la littérature et l'art Yénan — De la juste solution des contradictions au sein du peuple — Intervention à la conférence nationale du Parti communiste chinois sur le travail de propagande.**
— **HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE** (Edition de l'H.R.) - Premier et deuxième chapitres.
— **CRIMES DE GUERRE AMERICAINS** (Edité par le Comité d'Etat des Sciences sociales) - Hanoï.
— **VIVE L'IMMORTELLE COMMUNE DE PARIS** - Discours de Jacques JURQUET au meeting internationaliste d'H.R. du 30 avril 1971.
— **REVISIONNISME, GAUCHISME OU MARXISME-LENINISME ?** Par François MARTY - 1971.
— **CINQ BROCHURES** éditées par les éditions « Naïm Frashëri » - Tirana - présentant chacune un important article du journal ZERI I POPULLIT.

QUINZE VOLUMES ET BROCHURES POUR 12 FRANCS,
voici ce que nous offrons à tous nos amis qui nous en adresseront la demande avec un règlement comptant soit en timbres-poste, soit par versement à notre compte courant postal, soit par tout autre moyen à leur convenance.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 1er trimestre 1972